



Désignation de l'Acheteur qui passe le marché :

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

**18 Quai Claude Bernard
69365 LYON CEDEX 07**

Représenté par sa Présidente en exercice

Objet du contrat :

**Marche de Travaux de remplacement de l'ascenseur du bâtiment GAIA de l'université
Lumière LYON 2.**

Maître d'œuvre

NAMIXIS SSICOR
PARC DE CRECY
11 rue de la Voie Lactée
69 370 SAINT DIDIER AU MONT D'OR

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

1 - Dispositions générales du contrat	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Intervenants	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Durée et délais d'exécution	4
6 – Lieu d'exécution	4
7 - Prix	4
8 – Augmentation / diminution de la masse des travaux	6
9 - Bons de commande	6
10 - Garanties Financières	7
11 – Avance	7
12 - Modalités de règlement des comptes	7
13 - Justificatifs relatifs aux approvisionnements	8
14 - Conditions d'exécution des prestations	9
15 - Ajournement des travaux	11
16 - Développement durable	11
17 – Réception des travaux.....	12
18 - Garantie des prestations.....	13
19 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	13
20 - Pénalités.....	13
21 - Défaillance du titulaire	14
22 - Clause de réexamen	14
23 – Assurances.....	15
23 - Résiliation du contrat	15
24 – Monnaie et langue.....	16
25 - Règlement des litiges.....	16
26 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

Objet du contrat

Travaux de remplacement de l'ascenseur du bâtiment GAIA de l'université LYON 2.

Le marché est ordinaire et ne fera l'objet d'aucune reconduction.

- a) Tranche optionnelle

Sans objet.

- b) Variante

Les variantes libres à l'initiative du candidat sont interdites.

- c) Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune variante obligatoire n'est prévue par l'acheteur.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- AE et annexes (déclaration de co-traitance, déclaration de sous-traitance, modifications du contrats (avenants), mises au point, autres actes modificatifs) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Travaux de 2021 ;
- La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- La charte chantier vert spécifique à l'opération ;
- Le questionnaire technique (QT) (qui correspond au cadre de réponse) ;
- Le planning de réalisation des travaux ;
- Les plans et schémas fournis par l'entrepreneur ;
- Les fiches techniques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) a pour objet de détailler la formation du prix global et forfaitaire. Elle n'a toutefois pas de valeur contractuelle en ce qui concerne les quantités indiquées, celles-ci étant réputées forfaitaires et non opposables en cas d'écart avec les quantités réellement exécutées.

Les conditions générales de vente du titulaire, de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants ne sont pas applicable au présent marché.

La notification du contrat comprend une copie délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et, le cas échéant, des annexes à l'acte d'engagement ainsi que de tous documents nouveaux ou modifiés. L'exemplaire original des pièces particulières, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, la notification ne comporte pas les autres pièces éventuelles constitutives du contrat.

3 - Intervenants

Maître d'œuvre
NAMIXIS SSICOOR
PARC DE CRECY
11 rue de la Voie Lactée
69 370 SAINT DIDIER AU MONT D'OR

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire appel à d'autres intervenants en fonction des impératifs de l'opération sans que cela soit de nature à engendrer des compléments de coûts et de délais. Les entrepreneurs sont tenus de collaborer avec ces intervenants.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément aux articles 5.3 et 5.4 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, la période de préparation comprenant la phase d'étude, le relevé de l'installation et la commande du matériel est fixé à trois mois.

La période de d'exécution des travaux se tiendra pendant les congés estivaux, entre les semaines 27 et 33 de l'année 2026.

Le délai de réalisation (démontage/montage/mise en service) ne devra excéder 6 semaines.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG Travaux, la notification du marché se matérialise par la transmission de la copie du bon de commande et de ses annexes éventuelles qui sont adressées, par tout moyen, y compris par simple échange dématérialisé, au titulaire. Aucune autre formalité ne peut être exigée par le titulaire qui y renonce expressément.

Par dérogation à l'article 18.1.1 et 28.1 du CCAG Travaux, la notification du marché vaudra ordre de service unique de bien vouloir démarrer la période de préparation du chantier puis de commencer la période d'exécution.

6 – Lieu d'exécution

Université Lumière Lyon 2
Bâtiment Gaïa
86 rue Pasteur
69007 Lyon

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les prix du présent marché sont établis hors T.V.A.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Par dérogation à l'article 9.1.1 du C.C.A.G-Travaux, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage en tenant compte, notamment :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- De toutes sujétions notamment prévisibles (intempéries, phénomènes naturels habituels) dans la région d'exécution des travaux ;
- De l'utilisation/occupation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- Des locations de matériels et des frais de pose et dépose afférents et/ou de main d'œuvre nécessaire ;
- Des conditions du déroulement des travaux et de leur localisation ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des frais afférents aux prestations relatives aux trous, scellement, raccords, à l'évacuation des déblais, gravois, déchets et emballages et au nettoyage du chantier ;
- Des coûts résultant de la gestion et de l'élimination des déchets ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages ou d'interventions d'entretien sur le site, de la proximité de chantiers en dehors du site, des moyens de transport, etc. ;
- Des dépenses communes de chantier ;
- De toute autre cause normalement prévisible (les dépenses nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique).

De plus, le titulaire est réputé s'être rendu sur place ou avoir pris connaissance des lieux avant le dépôt de son offre et avoir intégré les éléments qui lui auraient paru judicieux. Par conséquent, aucun supplément ne sera accordé pour omission, difficultés d'accès ou de mise en œuvre ou insuffisance du cahier des charges.

Par ailleurs, en complément de l'article 9.1.2 du C.C.A.G-Travaux, en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

7.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = (BT48 (d-3) / BT48 (o)) \text{ selon les dispositions suivantes :}$$

- Cn : coefficient d'actualisation.

- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Aucune actualisation provisoire ne sera calculée. L'actualisation définitive sera appliquée dès lors que la valeur de l'index sera publiée. Cette actualisation sera calculée au plus tard sur l'avant dernier paiement à intervenir pour l'opération considérée.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index BT48 « Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010 ».

8 – Augmentation / diminution de la masse des travaux

Il est fait application de l'article 14 du CCAG Travaux, sous réserve des dispositions ci-dessous.

a) Obligation du titulaire de mener à son terme la réalisation des travaux

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des travaux supplémentaires ou modificatifs acceptés ou décidés par le Maître d'Ouvrage, quelle que soit l'importance de l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel. Cette augmentation peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché ou encore de toute cause de dépassement.

b) Indemnisation du titulaire

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, quelle que soit l'augmentation du montant du marché, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation. Les prix fixés par l'avenant ou la décision de poursuivre tiennent compte de l'ensemble des charges supplémentaires éventuelles supportées par le titulaire »

c) Diminution de la masse des travaux

Il est fait application de l'article 15 du CCAG Travaux.

9 - Bons de commande

Le bon de commande est adressé au titulaire par courriel ou courrier.

Aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire ni peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande établi par un représentant dûment habilité de l'acheteur.

Seul le bon de commande signé par la ou les personnes habilitées pourra être honoré par le titulaire. Il est émis sur la base du prix global et forfaitaire inscrit dans l'AE par le titulaire.

Les mentions devant figurer sur le bon de commande sont les suivantes :

- Le nom exact de l'acheteur (campus/ direction/ service) ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date du contrat ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- La date de début et de fin des prestations ;
- Le(s) lieu(x) de réalisation des prestations ;
- Le montant HT et TTC du bon de commande ;
- Les délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier à l'acheteur dans un délai de sept jours calendaires à compter de sa réception.

Le titulaire se conforme au bon de commande qui lui est notifié, que celui-ci ait ou non fait l'objet d'observations de sa part.

10 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

11 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

12 - Modalités de règlement des comptes

12.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

12.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Adresse de l'Université :

Université Lumière Lyon 2

Agence Comptable
18, quai Claude Bernard
69365 Lyon cedex 07

- Identifiant de l'Université (SIRET) : 196 917 751 00014

Outre les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la date du marché,
- la prestation exécutée,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- la quantité de matériels fournis et des travaux exécutés,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC des prestations exécutées,
- la date.

12.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG Travaux.

12.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

13 - Justificatifs relatifs aux approvisionnements

Les dispositions ci-dessus complètent l'article 10.4 du CCAG Travaux.

À l'appui de toute demande de paiement comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du Maître d'Ouvrage, les approvisionnements retenus dans une demande de paiement ne peuvent être affectés par le titulaire ou le sous-traitant à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans la demande de paiement doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui de la demande de paiement comportant des approvisionnements.

14 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Ascenseur du bâtiment GAIA de l'université LYON 2
Situé au 86 rue Pasteur 69007 LYON.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux, sous réserve des stipulations suivantes.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, la date de notification est la date d'envoi.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les décisions du Maître d'Ouvrage précisant les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché sont notifiés par tout moyen écrit permettant d'en attester la réception.

14.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

14.2 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre, 10 jours au plus tard après la notification du marché.

14.3 - Etudes d'exécution

Le titulaire, y compris les sous-traitants désignés, participera avec les autres intervenants, aux réunions de préparation prévues par les documents particuliers du marché et qui ont pour objet :

- La mise en place d'un processus de déroulement des opérations en tenant compte des contraintes liées au type du bâtiment, des contraintes liées aux travaux réalisés en milieu occupé de façon à assurer en permanence la continuité de la sécurité du bâtiment et celle de l'activité normale de ses usagers ;
- La définition des interfaces matérielles et organisationnelles entre participants ;

- L'établissement du calendrier détaillé d'exécution précisant les périodes d'intervention de l'entrepreneur et des autres participants dans le cadre du calendrier contractuel et du délai d'immobilisation des installations ;

Visa des documents d'exécution :

Les documents que l'entrepreneur doit établir, notamment le Dossier technique seront remis au maître d'œuvre dans les délais de 30 jours calendaires à compter de la signature du marché.

Si le maître d'œuvre constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose, à partir de la remise, d'un délai de 15 jour calendaire pour en informer l'entrepreneur qui doit, dans le même délai, fournir des nouveaux documents corrigés. Le maître d'œuvre délivre son visa sur les documents conformes au projet.

L'entrepreneur ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, en temps voulu, ne lui auraient pas été fournies en temps utile. Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa du maître d'œuvre seront considérés comme nuls.

14.4 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

14.5 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

14.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

14.6.1 - Gestion des déchets de chantier

Le titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions contenues dans la charte « Chantier vert spécifique à l'opération ».

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire doit l'évacuation de l'ensemble des déchets générés par ce chantier (phase de démontage et démontage). (CCTP article 1.2.7).

14.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le nettoyage de fin de chantier est à la charge du titulaire.

14.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 9 de la « Charte chantier vert spécifique à l'opération », le titulaire est également tenu de remettre au maître d'ouvrage le « Bilan environnemental des travaux réalisés » en fin de période d'exécution.

15 - Ajournement des travaux

L'ajournement des travaux peut être décidé par le Maître d'Ouvrage. Cette décision a pour objet de différer le début des travaux ou d'en suspendre l'exécution. Il est alors procédé à la constatation contradictoire des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le Maître d'Ouvrage contradictoirement avec le titulaire.

Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze jours qui suivent, préciser par écrit ses réserves au Maître d'Ouvrage.

Si le titulaire, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est réputé accepter sans réserve le constat qui en résulte.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Par dérogation à l'article 53.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs à l'initiative de l'acheteur.

Enfin, par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux, en cas de demande tardive de l'acheteur, le titulaire n'a pas la faculté de demander la résiliation du marché à l'acheteur.

16 - Développement durable

Le présent marché comporte des obligations en matière environnementale.

Dans le cadre des travaux de l'ascenseur, le titulaire :

- met en place tous les moyens et équipements favorisant la protection de l'environnement,
- a l'obligation contractuelle de recycler et/ou détruire l'ensemble des déchets produits (composants électroniques, têtes de détection (ioniques en particulier), batteries, accessoires, dispositifs de nettoyage, graisses, huiles, morceaux de câbles, bombes aérosol...), de s'assurer de la traçabilité de la destruction et/ou du recyclage selon les normes en vigueur. Il remet à l'acheteur les bons de suivi de destruction des déchets dans un délai de 4 semaines maximum suivant la date d'évacuation. En particulier, il assurera à l'acheteur la traçabilité écrite de sa (ses) filières(s) d'élimination (destination finale et traitement), par type de déchet. A ce titre il mettra à jour le dossier des agréments de ses filières (fourni au départ du contrat),

- apportera à l'acheteur tous les conseils et suggestions visant à favoriser la protection de l'environnement et optimiser les actions de développement durable.

Pour chacun de ces types de déchets, le prestataire devra fournir, à la demande du maître d'ouvrage, le bordereau de retraitement correspondant.

- Les DEEE : Déchets en provenance des Equipements Electriques et Electroniques :

Le titulaire assure l'évacuation et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE/D3E) conformément aux dispositions des articles R. 543-172 et suivants du Code de l'environnement.

Les DEEE appartiennent à la famille des Déchets industriels Banals (D.I.B.) et doivent être retraités au même titre que les piles et la ferraille.

On entend par "traitement" : toute opération suivant l'arrivée des DEEE dans des installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des DEEE.

Sont notamment compris au sens des DEEE pour les ascenseurs, l'armoire électrique, le moteur, l'opérateur de porte, les boîtiers électriques et les boîtes à boutons. Le prestataire prendra à sa charge le traitement des D3E du chantier concerné même si le matériel n'est pas de sa fabrication.

- Les Déchets industriels spéciaux

Les déchets industriels spéciaux regroupent les Hydrocarbures, les batteries et les tubes fluorescents.

Dans le domaine de l'ascenseur, les hydrocarbures à prendre en compte en termes de retraitement sont les huiles en provenance des centrales hydrauliques et des groupes motoréducteurs.

Le titulaire doit l'évacuation et le traitement des tubes fluorescents dans le respect de la législation et de la réglementation applicable en matière de protection de l'environnement et notamment de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 et du décret 95-517 du 15 mai 1997.

Le titulaire assure la gestion des déchets industriels spéciaux, au sens des déchets dangereux, conformément aux articles L. 541-1 et suivants et R. 541-7 et suivants du Code de l'environnement, y compris les obligations de tri, de traçabilité et de traitement dans des filières agréées

- Les déchets prestataires

Les déchets prestataires devront également être retraités. On entend par déchet prestataire les emballages des matériels neufs, les bombes aérosols, les colles et mastics, les résidus de peinture.

Tous les déchets sont évacués immédiatement par le Prestataire, il n'y aura donc pas de stockage sur site.

17 – Réception des travaux

Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, la réception ne peut être tacite.

18 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

En outre, en complément de l'article 44 du C.C.A.G-Travaux, les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du code civil sont applicables au présent marché de travaux :

- Deux ans pour la garantie de bon fonctionnement ;
- Dix ans pour la garantie décennale des constructeurs.

Pendant ces périodes, le Titulaire est tenu de remédier, à ses frais, à tous les désordres qui pourraient se produire sur les installations qu'il aura réalisées, sans préjudices des articles 1792 et 1794-4-1 du Code Civil.

Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date d'effet de la réception, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du C.C.A.G-Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

Il est expressément convenu entre les parties que la garantie des vices cachés prévue par l'article 1641 du code civil est applicable aux pièces et fournitures mises en oeuvre par le titulaire dans le cadre de ses interventions. La durée de cette garantie est limitée à 5 ans après l'admission des prestations et fournitures.

19 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

20 - Pénalités

20.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités sont applicables, quel que soit leur montant. Aucune exonération de pénalités n'est applicable.

Par dérogation à l'article 19.2.4 et 19.3 du CCAG Travaux, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. A la notification des pénalités, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour formuler des observations par écrit sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées et sont cumulables entre elles pour un même fait.

Dans le cas de résiliation, les pénalités courent jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

Par dérogation à l'article 19.2.3 et 19.3 du CCAG Travaux, les pénalités ci-dessous sont applicables :

Manquement	Format	Montant
------------	--------	---------

Retard dans l'exécution des travaux	Journalière	250€/jour calendaire
Manquement aux obligations en matière de bonne tenue du chantier, nettoyage, hygiène, sécurité et tri des déchets ainsi que tout autres prescriptions indiquées dans la charte chantier vert spécifique à l'opération.	Par manquement	500€
Retard dans la transmission des documents nécessaires à l'agrément d'un sous-traitant non déclaré intervenant sur le chantier	Journalière	100€ / Jour calendaire
Retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires	Journalière	100€ / jour calendaire
Manquement à une obligation relative à la protection des données à caractère personnel	Par manquement	Minimum 200€ - Maximum 10% du montant HT du marché

Autres pénalités :

Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 50 euros et pouvant aller jusqu'à 2000 euros maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié discrétionnairement par l'Université au regard de la nature et de la portée réelle du manquement constaté).

21 - Défaillance du titulaire

Conformément à l'article 49.1 du CCAG Travaux, si l'entrepreneur n'exécute pas ses obligations conformément à son marché, les intervenants visés au présent CCAP peuvent être amenés à engager des frais supplémentaires non couverts par leur rémunération et ce du seul fait de la carence du titulaire.

Les frais pour ces prestations supplémentaires sont à la charge du titulaire défaillant. Ils seront payés directement aux intervenants concernés par celui-ci.

Si le titulaire défaillant ne prend pas en charge directement ces frais, le Maître d'Ouvrage applique une retenue d'un montant équivalent aux frais à régler sur les demandes de paiement du titulaire défaillant afin de payer directement le ou les intervenants concernés.

22 - Clause de réexamen

Outre le cas prévu par l'article 25 du CCAG Travaux et en application de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le contrat peut être modifié, par avenant, quel que soit le montant et sans nouvelle procédure de mise en concurrence, si, au cours de l'exécution du contrat, des modifications sont de nature à améliorer les caractéristiques techniques des travaux et prestations objets du contrat, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment, une augmentation ou une diminution du prix global et forfaitaire peuvent être acceptées. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

23 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

En cas de mise en cause par la victime d'un dommage, quel que soit sa nature, dû à l'exécution des travaux publics, y compris après réception des travaux, même sans réserve, les constructeurs seront responsables des réparations de tous dommages pouvant survenir.

L'Université se réserve expressément la possibilité d'appeler en garantie les constructeurs en cas de dommages aux tiers même après réception des travaux.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Important :

Par convention entre les parties, il est décidé que la réception ne fera pas obstacle à la mise en cause du titulaire (ou des cotraitants) et de ses assureurs pour des dommages causés aux tiers, que ces dommages soient ou non apparents et/ou connus à la date de la réception.

23 - Résiliation du contrat

23.1 - Conditions de résiliation

Les stipulations du CCAG Travaux, relatives à la résiliation du marché, à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire et aux mesures coercitives, sont applicables avec les précisions suivantes :

- Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3 %. De même, par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, cette indemnité est également réputée couvrir les frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Le titulaire ne pourra donc solliciter aucune autre indemnité auprès du Maître d'Ouvrage.

- En cas de résiliation prononcé par le maître d'Ouvrage en application des articles 50.3 et/ou 52 du CCAG Travaux, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

- L'article 53.2 du CCAG Travaux relatif à l'interruption des travaux pour retard de paiement n'est pas applicable au présent contrat. Dès lors, le titulaire ne peut pas dans le cas d'un retard de paiement, demander la résiliation du marché.

23.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

24 – Monnaie et langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

25 - Règlement des litiges

Conformément à l'article 55 du CCAG Travaux, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion. En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon
Téléphone : 04 78 14 10 10

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

26 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG – Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG – Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG – Travaux
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG – Travaux
- L'article 7 du CCAP déroge à l'article 9.1.1 du CCAG – Travaux
- L'article 8 du CCAP déroge au 14.2.2 et 14.3 du CCAG Travaux
- L'article 9 du CCAP déroge au 3.7.2 du CCAG Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 3.1.2 et 3.8 du CCAG Travaux
- L'article 14.3.2 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge aux articles 53.1.2 et 50.2.1 du CCAG Travaux-
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux
- L'article 20 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG Travaux
- L'article 23 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG Travaux

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Travaux, l'absence d'une mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.